

Le colloque universitaire pour l'indépendance de l'Algérie

Le 27 avril prochain se tiendra à Paris le 3^e colloque universitaire sur la solution du problème algérien. Une commission, formée de professeurs et de chercheurs d'opinions politiques très diverses, a rédigé un document préparatoire à la discussion. L'ambition de ce texte est d'établir un tableau, le plus exact possible, de l'Algérie après quatre années de pacification, et de proposer des solutions acceptables « par les parties en présence ». Cet appel affirme, dès les premières lignes, la volonté de ses rédacteurs de contribuer à « la négociation avec ceux qui se battent, en vue d'une solution pacifique, et la reconnaissance du droit de l'Algérie à l'indépendance ».

Ce ne sont plus des militants ouvriers, des journalistes de gauche qui prennent cette position, mais des cadres de l'Université française. Cette dernière jouit d'une réputation mondiale pour les traditions de liberté de pensée qu'on lui prête depuis le moyen-âge.

Un constat de faillite.

La première partie du document proposé est le bilan, rédigé en termes des plus modérés de la présence française en Algérie. En voici quelques citations significatives :

« ...la masse de la population musulmane refuse les formules d'intégration à l'Etat français » (p. 4).

« ...il y a, en France et en Algérie, de puissants groupements économiques, dont les intérêts privés sont liés à l'exploitation coloniale de l'Algérie. Ces groupements ne représentent qu'une minorité mais cette minorité dispose de grands moyens d'action financiers et politiques, et, par l'intermédiaire du parlement, de la presse, de la radio, a une action considérable sur la politique française et sur l'opinion publique. En fait, la politique française en Algérie depuis au moins un demi-siècle est plus ou moins la politique de cette minorité, et il est bien certain que la masse des Français n'en a jamais pris l'initiative et ne lui a pas donné une approbation réfléchie et délibérée. Elle ne l'a pas toujours non plus délibérément désapprouvée. L'homme de la rue est attaché à l'idée de l'Algérie française, et se trouve en proie actuellement à toutes sortes de troubles » (p. 8).

« ...la France s'est attachée, avec une énergie désespérée, aux vieilles structures périmées. Il ne restait alors d'autre solution que la force, pour maintenir intact un cadre qui, pourtant, éclatait de toutes parts. Après l'Indochine, la France livre aujourd'hui, sous le nom de « pacification », une guerre de reconquête, qui n'a pas d'issue viable.

Car, même si, après un massacre, la victoire revenait aux troupes métropolitaines, il faudrait quand même réformer complètement la vie de l'Algérie, où les solutions seraient à peu près analogues à celles que demandent les nationalistes, et alors on ne voit pas quel aurait été le but de cette hécatombe, où l'on resterait entièrement dans les méthodes du passé, et une nouvelle rébellion verrait à nouveau le jour » (p. 10).

La place manque pour d'autres extraits, dénonçant le mythe de l'irremplaçabilité de la France pour le développement ultérieur de l'Algérie, condamnant les tortures démontrant que tout pas en avant de la nation algérienne ne peut « résulter que d'initiatives et de responsabilités assumées par les Algériens eux-mêmes » (p. 8).

On passe ainsi de la partie critique aux propositions concrètes formulées par le document. A ces propositions, il faut s'arrêter un moment.

Vers l'Algérie indépendante.

« Il serait vain de penser que la conclusion du processus qui se déroule actuellement sous nos yeux en Algérie puisse être autre que l'indépendance » (p. 15).

Telle est la conclusion à laquelle sont parvenus

les initiateurs du troisième colloque. Ils justifient leur position, en soulignant que : « La colonisation a, en fait, forgé une nation. La lutte contre un occupant étranger a toujours été, dans l'histoire, un ferment de regroupement national. Il existe chez les nationalistes algériens, dans tout le peuple algérien, une volonté d'être une nation... ; à cette volonté, aucun argument scientifique venant de l'extérieur ne peut être opposé, sans être interprété comme un désir de diviser pour régner » (p. 16). Réponse valable, malgré l'imprécision de certains de ses termes, à tous les théoriciens de la gauche française qui refusent de reconnaître une valeur positive, anti-impérialiste aux revendications nationales algériennes.

Il ne sert à rien de réclamer l'indépendance si l'on ne se prononce du même coup sur les moyens pratiques d'y parvenir. Là encore, la position des auteurs du texte est nette : il faut négocier sans tarder avec ceux-là même contre lesquels sont menées les opérations d'extermination de l'armée française. Et il ne saurait être question d'aucun préalable du côté algérien ; c'est au contraire à la France de prouver sa bonne foi, en affirmant dès le départ sa volonté de laisser l'Algérie libre et indépendante.

Une telle prise de position ne laisse aucune place aux formules magiques des organisations politiques et syndicales qui ne se soucient absolument pas du sort du peuple algérien. Le « tryptique socialiste » (cessez le feu, élections, négociations) est rejeté, de même que l'hypocrite formule de « conférence de la table ronde », si chère au syndicat des instituteurs.

Voilà encore un des aspects positifs du document rédigé en vue du colloque universitaire.

Ambiguïtés et néo-colonialisme.

Il ne faudrait pas déduire, de toutes ces conclusions valables, que le texte est irréprochable en tous points. Accepter l'indépendance algérienne est une chose ; comprendre les implications politiques de l'indépendance en est une autre, à laquelle les auteurs du document ne sont pas parvenus.

Dans le cas de l'Algérie il serait vain de penser que l'indépendance puisse être obtenue par la défense de positions à mi-chemin. La liberté du peuple algérien, facteur progressif de l'évolution même de la situation française, sera gagnée par une lutte de masse des travailleurs français contre leur propre bourgeoisie, en solidarité intime avec le Front de Libération Nationale, représentant du peuple algérien en lutte.

Toute équivoque dans ce domaine sert seulement la cause des néo-colonialistes intelligents. Tout prêts à reconnaître l'absurdité de l'actuelle politique française, ces « libéraux » acceptent des concessions pour maintenir, sous une forme nouvelle, la présence française en Algérie... et au Sahara. Soutenir leurs manœuvres, en vue d'un compromis quelconque, c'est plus ou moins renoncer à détruire les racines du colonialisme français, c'est aussi laisser à une aile de la bourgeoisie française le soin de régler à sa guise le sort des travailleurs français comme celui du peuple algérien. Pas d'Union Française, pas de Fédération, pas de formules de ce genre : avant tout l'indépendance inconditionnelle de l'Algérie, sans hypothèque sur l'avenir.

A ce titre, le document universitaire contient plusieurs formules équivoques :

« Les seuls vrais problèmes qui se posent sont ceux de savoir si l'accession de l'Algérie à l'indépendance se fera avec nous ou contre nous, si la voie de l'indépendance permettra de respecter la complexité algérienne, et en particulier les droits légitimes de la population non musulmane, enfin si l'on saura organiser en commun sur cette voie les étapes nécessaires (souligné par moi J. R.) pour que les dirigeants d'une Algérie indépendante puissent maîtriser les problèmes qui se poseront à eux, en particulier sur le plan économique ou social » (p. 15).

« Une entente franco-africaine ou une confédération, à la place de l'ancienne Union Française, telle serait, croyons-nous, la vraie solution conformes aux réalités de la 2^e moitié du XX^e siècle » (p. 19).

« Le Sahara, source de richesses pour l'avenir, ne regarde sûrement pas la France seule (souligné par moi), mais pas non plus tel ou tel riverain » (p. 200).

« Si, au contraire, la France arrive, à l'occasion de l'Algérie, à surmonter ses complexes, et à retrouver la grande politique d'anticipation qui a souvent été la sienne, alors on peut espérer qu'elle fera dans de bonnes conditions sa grande rénovation de la deuxième moitié du XX^e siècle, et reprendra sa place dans le peloton de tête des nations » (p. 22).

Non, il n'y a aucun intérêt français à défendre en Algérie ! Et le sort du Sahara ne regarde que les Africains, de même que la forme des élections (à laquelle est consacré un chapitre du texte) ne regarde que les Algériens.

Pour une lutte du peuple de France.

Faut-il, en raison de ces critiques, adopter une attitude négative à l'égard du 3^e colloque universitaire ? Evidemment non !

Venant de cadres universitaires, une telle initiative ne peut que contribuer à populariser l'idée que seule la liberté de l'Algérie représente une solution valable à l'heure actuelle. Elle contribue à isoler encore devant l'opinion publique le gouvernement des massacreurs et des tortureurs qui gouverne encore la France.

Il faut donc populariser et soutenir les résolutions qui sortiront de ce colloque. L'application pratique de leurs décisions dépendra de la capacité des travailleurs français à déclencher une lutte d'ensemble contre la bourgeoisie.

— Solidarité avec les travailleurs algériens.

— Action auprès des jeunes du contingent.

— Lutte à la base, dans les entreprises et les localités, pour la paix et l'indépendance de l'Algérie.

Tels sont les thèmes principaux d'un combat qui réduira à zéro toutes les tentatives de la réaction française, en aidant à la réalisation du mot d'ordre révolutionnaire :

Vive l'Algérie indépendante, dans un Maghreb entièrement libéré.

Jean ROBLIN.

LES BOLCHEVIKS CONTRE STALINE

comportant :

COURS NOUVEAU, écrit par Léon Trotsky en 1923.

LA PLATE-FORME DE L'OPPOSITION DE GAUCHE, dirigée en 1927 par Trotsky et Zinoviev.

LES « DANGERS PROFESSIONNELS » DU POUVOIR, écrit par Ch. Rakovsky en 1928, alors qu'il était déjà exilé.

Ce volume est mis en vente au prix de 400 francs. Commandes à Pierre Frank, CCP 12648-46 Paris.